

[View this email in your browser](#)

INFO-NEGO

March 2021 / mars 2021



Negotiation at the enhanced table: A disappointing process that has not produced the anticipated results

In February 2021, the FSE-CSQ and QPAT began negotiations at a new table composed of a smaller number of representatives. Its purpose was to speed up talks and facilitate discussions, which we were asked to keep “under wraps” so as not to bring the negotiations into the public sphere. Below is a summary of what has happened since then.

obtained a legal strike mandate for the equivalent of five days, to be exercised at the appropriate time.

- As if by chance (!), Treasury Board President Sonia LeBel contacted the CSQ the very next day. On February 2, a discussion took place between CSQ President Sonia Ethier, FSE-CSQ President Josée Scalabrini and Ms. LeBel.
- The result was a new working table with new stakeholders. The table met with the new “limited” employers’ team for the first time on February 8 last.
- The employer filed a new “exploratory” submission on February 16, which did not address most of the valid expectations of QPAT and FSE-CSQ teachers.
- In response, we filed a new union submission on February 23, maintaining the main issues of the negotiation:
 - Class composition and services for students with special needs
 - A lighter workload
 - Remuneration
 - Employment insecurity and professional integration

We focused in particular on the lighter workload and remuneration.

- On March 2, we expressed our dissatisfaction with the employer’s unwillingness to state a clear position on the main issues. The employer’s reaction was to postpone the next meeting indefinitely, despite their claim that they wanted to reach an agreement as quickly as possible. Negotiations did not resume until March 15, but both the FSE-CSQ and the QPAT are dissatisfied with what is currently being offered (and not offered).
- Since the FSE-CSQ and QPAT were mandated to continue the exploratory discussions, work at the negotiating table resumed on March 19.

Our main observations are as follows:

- The employer has been claiming since early February that it wants a quick settlement so that some measures can be applied in the 2021-2022 school year, which would be desirable.

slow to achieve their stated goal.

- The very meagre openings to the proposals made by the FSE-CSQ and QPAT are extremely disappointing, and are still miles away from the necessary significant improvements to teachers' working conditions and salaries.
- We have been told that there is absolutely no possibility of ratios being reduced.
- Worse, instead of considering an actual reduction of the workload, the employer continues to focus on its proposal to de-compartmentalize the workload. **This would mean that assignable time would be increased from 27 to 32 hours per week by merging the complementary workload with work of a personal nature. Protected work of a personal nature would therefore no longer exist.** It would become annualized "other professional workload", subject to consultation by teachers. Although our negotiating team has continued to reiterate that it is inconceivable even to think of increasing the workload, the employer is adamant.
- Clearly, there are some things that the employer has completely failed to understand.

What now?

Given this, it is obvious that the right time to exercise the strike mandate, on which you voted, is fast approaching. Explanations have been given over and over at the negotiating table. The messages have been forwarded to the Minister of Education and the Treasury Board President, and despite all their fine words in public, there are currently no satisfactory prospects for settlement at the table.

It is past time to put more pressure on the government, which is ignoring the appeals of the teachers we represent. We will therefore speak even louder, to be sure that they hear us and respect us. Things can no longer go on as they are. In education, things have to change - now!

Depuis février 2021, la FSE-CSQ et l'APEQ ont entrepris des négociations à une nouvelle table, composée d'un nombre restreint de représentants. Son objectif était d'accélérer les pourparlers et de faciliter les échanges, qu'on nous demandait de garder « sous une cloche de verre » pour ne pas négocier sur la place publique. Voici un résumé de ce qui s'est passé depuis ce temps.

Le 1^{er} février dernier, constatant à peu de choses près l'impasse dans les pourparlers aux tables en place depuis avril 2020, la FSE-CSQ, l'APEQ et la CSQ ont annoncé **l'obtention d'un mandat de grève légale équivalant à 5 jours**, pouvant être exercé au moment opportun.

- Heureux hasard (!), dès le lendemain, la présidente du Conseil du trésor, M^{me} Sonia LeBel, communique avec la CSQ. Le 2 février, une discussion a lieu entre Sonia Ethier, présidente de la CSQ, Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ, et M^{me} LeBel.
- Il en découle une nouvelle table de travail, avec de nouveaux intervenants. D'ailleurs, le 8 février dernier se tenait une première rencontre à cette table avec la nouvelle équipe patronale « restreinte ».
- La partie patronale nous a présenté le 16 février un nouveau dépôt « exploratoire », qui ne rejoint pas du tout la plupart des attentes légitimes des enseignantes et enseignants de l'APEQ et la FSE-CSQ.
- En réponse au dépôt patronal, nous avons procédé à un nouveau dépôt syndical le 23 février, lequel maintient toujours les principaux enjeux de la négociation :
 - Composition de la classe et services aux élèves HDAA;
 - Allègement de la tâche;
 - Rémunération;
 - Précarité et insertion professionnelle.

Nous avons particulièrement insisté sur l'allègement de la tâche et la rémunération.

- Le 2 mars, nous avons manifesté notre insatisfaction quant au manque de volonté de la partie patronale de nous faire clairement part de ses positions sur les principaux enjeux. La réaction patronale a alors été de reporter la rencontre suivante à une date indéterminée, malgré la prétention de nos vis-à-vis de rechercher une entente dans les meilleurs délais. C'est seulement le 15 mars qu'il y a eu un retour à la table de

- La FSE-CSQ et l'APEQ ayant en poche le mandat de poursuivre les échanges exploratoires, les travaux à la table de négociation ont repris le 19 mars.

Les principaux constats que nous dressons sont cependant les suivants :

- Depuis le début de février, la partie patronale prétend vouloir un règlement rapide qui permettrait de mettre en place certaines mesures dès l'année scolaire 2021-2022, ce qui serait souhaitable.
- Cela ne se concrétisera pas, puisque le Conseil du trésor ne fait que de petits pas extrêmement timides depuis maintenant plus d'un mois et demi, ce qui est nettement insuffisant comme rythme pour atteindre l'objectif souhaité.
- Les maigres ouvertures sur les propositions de la FSE-CSQ et de l'APEQ sont encore infiniment décevantes, et sont à des lieues de s'approcher de la nécessaire amélioration significative des conditions d'exercice et de rémunération des enseignantes et enseignants.
- On nous a exprimé une fermeture complète sur toute baisse de ratios.
- Pire, au lieu d'envisager un allègement concret de la tâche, la partie patronale continue d'insister sur sa proposition de décloisonnement de la tâche. **Cela signifierait que le temps assignable passerait de 27 à 32 heures par semaine en fusionnant les tâches complémentaires avec le travail de nature personnelle (TNP). Pour elle, le TNP protégé n'existerait plus.** Ce serait maintenant d'« autres tâches professionnelles » annualisables, soumises à la consultation des enseignantes et enseignants. Bien que notre équipe de négociation ait répété jusqu'à plus soif qu'il était inconcevable de vouloir même songer à alourdir la tâche, la partie patronale persiste et signe avec conviction et insistance.
- À l'évidence, il y a des choses qui restent profondément incomprises à ce jour du côté patronal.

Et maintenant?

Devant l'ensemble de ces constats, nous vous informons que le moment

négociation. Les messages sont passés au ministre de l'Éducation et à la présidente du Conseil du trésor, et, malgré les belles paroles sur la place publique, il n'y a vraiment aucune perspective de règlement satisfaisant actuellement sur la table.

Il est plus que temps d'augmenter la pression sur le gouvernement, qui fait fi du cri du cœur des enseignantes et enseignants que nous représentons. Nous allons donc l'exprimer plus haut et plus fort pour nous faire entendre et, surtout, pour nous faire respecter. Ça ne peut tout simplement plus durer. En éducation, il faut que ça change maintenant!



Subscribe

Past Issues

Translate ▼

RSS

Want to change how you receive these emails?

You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).